

# La crise anglophone au Cameroun : raisons, enjeux et solutions (M. Pelatan)

Posted on 23 novembre 2018 by La Vigie

*Conformément à sa vocation, La Vigie est heureuse d'accueillir cette étude d'un très jeune chercheur : Marie Pelatan est chercheuse au sein du Centre d'Expertise et de lutte contre le Terrorisme (Fondation Saint-Cyr). Merci à elle pour ce texte très fouillé. JDOK*

Alors que la lutte contre Boko Haram continue au Sahel, le Cameroun fait face à un deuxième défi sécuritaire : celui de la crise anglophone. L'extrême nord demeurant particulièrement fragile, le gouvernement camerounais a fait le choix de concentrer ses forces armées sur le front ambazonien[1]... négligeant la menace des djihadistes de Boko Haram.



Depuis 2016, et plus particulièrement depuis la déclaration d'indépendance de l'Ambazonie, émise le 1er octobre 2017 par Julius Ayuk Tabe[2], la sécurité des régions du nord-ouest et sud-ouest du pays s'est gravement dégradée. La protestation, initiée par une coalition d'intellectuels anglophones, pointait du doigt la discrimination et la marginalisation dont ils souffraient de la part du gouvernement camerounais, majoritairement francophone. En accusant le gouvernement et le président Paul Biya d'avoir réduit leur identité à néant, l'objectif était de reprendre place au sein de la vie politique, judiciaire et économique du pays. En effet, alors que les Camerounais anglophones représentent 20% de la population globale[3], leur faible représentation dans les institutions, entre-autre judiciaires, interroge[4].

Malheureusement, la lutte idéologique et intellectuelle s'est transformée en un combat allant au-delà de la sémantique : dès la déclaration d'indépendance, des milices anglophones ont pris les armes pour répondre aux violences perpétrées par les forces de sécurité camerounaises. Cette journée du 1<sup>er</sup> octobre fera 17 morts, les anglophones sont désormais considérés comme des « terroristes » par le gouvernement, bien décidé à ne rien céder.

La déclaration d'indépendance de l'Ambazonie a touché le Cameroun au cœur de ses identités complexes et de la légitimité historique de son territoire. Suite à la réforme constitutionnelle de 1972, la nature du Cameroun change :

« La République du Cameroun est un État unitaire décentralisé. Elle est une et indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle reconnaît et protège les valeurs traditionnelles conformes aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et à la loi. Elle assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi[5]. »

Par le biais de cette réforme, Paul Biya a fait de l'unité du pays son cheval de bataille. Alors que, d'un côté, il souhaitait renforcer le sentiment d'appartenance au pays, d'un autre côté les anglophones lui reprochaient d'avoir créé une rupture entre anglophones et francophones. Les premiers, se sentant considérés comme des citoyens de seconde zone, Paul Biya ne pouvait que s'attendre à une réaction de contestation de la minorité anglophone, déjà complexée depuis des décennies. Mais la violence accompagnant le mouvement a pris le gouvernement au dépourvu, perdant de fait le contrôle de la situation sur le terrain.

Cet article se concentre uniquement sur la crise anglophone qui prend place dans le nord-ouest, le sud-ouest, et sur la péninsule de Bakassi. Il tente d'offrir des clés et lecture de ce conflit et d'entrevoir sa complexité afin de proposer des pistes de travail pour parvenir à une solution prompte et pacifique. Bien qu'il ne traite pas directement de la lutte contre Boko Haram dans l'extrême-nord, cet article vient souligner l'importance de l'influence des événements en Ambazonie, élément perturbateur de la lutte contre le djihadisme. En démobilisant les forces armées et en portant son attention sur la question anglophone, le gouvernement camerounais place en second plan la reconstruction de la vie au nord, rendant les territoires fertiles au djihadisme en quête de provinces isolées et oubliées. En outre, comprendre le problème anglophone permet d'entrevoir la fragilité de nombreux États africains dans leur construction spatiale, fragilité héritée de la décolonisation et des défauts de politiques d'aménagement du territoire depuis 60 ans. Parmi ces États, certains hébergent une menace djihadiste, d'autres abritent des minorités qui observent de près le sort réservé aux « Ambazoniens ». La question de la zone anglophone apparaît comme un nouvel exemple de fractionnement identitaire et territorial, phénomène récurrent en Afrique depuis 1962, et qui pourrait trouver dans l'Ambazonie une résurgence, voire un modèle pour d'autres cas dans l'avenir.

Après avoir posé les bases historiques de la crise anglophone, les enjeux de cette crise et ses conséquences, notamment dans le golfe de Guinée, seront étudiés. Cet article est aussi voué à

engager une réflexion sur le comportement des autorités camerounaises, ainsi que des élites anglophones : qui veut quoi, et surtout, pourquoi ? A partir de cette réflexion, des pistes pour d'éventuelles réformes seront mises en avant.

### Tensions historiques et problème anglophone



Les protestations liées à la crise identitaire du Cameroun anglophone ne sont apparues qu'en octobre 2016 bien que les raisons de ces tensions remontent à l'ère de la décolonisation des années 1950. Aujourd'hui, l'on s'aperçoit que les gouvernements successifs n'ont jamais été à même de traiter le sujet anglophone : par déni du risque encouru ou par incapacité de négocier avec des promoteurs de la décentralisation, les leaders camerounais entendaient bien la grogne monter sans en soupçonner la violence. Il a fallu deux années au mouvement anglophone pour développer un bras armé, complexifiant encore un peu plus la tâche du gouvernement à rester maître la situation. Les conséquences d'une telle crise sur l'une des régions les plus dynamiques et riches du pays sont bien connues ; quels en sont les causes et les enjeux sous-jacents ?

Après avoir été sous l'égide de l'Allemagne, puis de la France, le Cameroun a acquis son statut d'État souverain et indépendant en janvier 1960 sous le nom de République Unie du Cameroun. Concernant les territoires du *Cameroons*, actuelles provinces anglophones du pays, l'histoire coloniale aura une autre issue. Contrairement au Cameroun français, le *Cameroons* était sous l'égide britannique. Cette région à la frontière nigériane a hérité d'une culture anglo-saxonne avec, entre autres, l'usage de la langue anglaise par la population locale. Lorsque l'Organisation des Nations-Unies prit la place de la Ligue des nations, elle engloba des territoires coloniaux

par le biais d'un mandat territorial en 1946[6], avec comme objectif d'amener les territoires vers la souveraineté et l'autonomie. C'est dans cet esprit de facilitation du processus de décolonisation que l'ONU donna la chance au *Cameroons* de prendre son destin en main ; du moins, telle fut la promesse de l'Assemblée Générale en 1959 dans sa Résolution 1352.

Le 11 février 1961, alors que le Nigeria et le Cameroun étaient deux jeunes états indépendants, l'ONU organisa un plébiscite, offrant le choix à la population du *Cameroons* d'accéder à l'indépendance. Cependant, les termes du plébiscite auraient leurré les populations, comme le défendent les sécessionnistes aujourd'hui. Ces derniers soutiennent que les termes du plébiscite n'ont jamais été respectés et qu'ainsi, le pouvoir politique camerounais viole une résolution de l'ONU depuis des décennies. En effet, la Résolution 1352[7], adoptée le 16 octobre 1959, recommanda de poser deux questions à la population lors du plébiscite effectué le 11 février 1961 : « Désirez-vous accéder à l'indépendance en vous unissant à la Fédération Nigériane indépendante ? », et : « Désirez-vous accéder à l'indépendance en vous unissant à la république camerounaise indépendante ? »

C'est donc avec surprise que le *Cameroons*, pourtant empreint d'une culture anglo-saxonne proche des Nigériens, décida de rejoindre le Cameroun en formant une fédération à deux États. Selon les sécessionnistes actuels, l'objectif de ce vote était bien d'accéder à l'indépendance, l'appartenance au Cameroun n'étant en réalité qu'un moyen d'y parvenir. L'ONU a donc offert une carte joker au jeu ambazonien : en promettant aux *Cameroons* « d'accéder à l'indépendance », l'ONU donne aux sécessionnistes en plus d'un argument redoutable, une réelle raison d'exister.

Le résultat de ce vote fut d'intégrer ces territoires anglophones au Cameroun, réduisant l'autonomie qu'ils avaient obtenue des Britanniques en 1953, et ce malgré leur statut d'État Fédéral[8]. Dans les faits, le *Cameroons* n'est donc jamais devenu indépendant, sa capacité à s'autoréguler ayant été drastiquement réduite au cours des décennies qui suivirent le plébiscite de 1961.

En outre, après avoir acquis le statut d'État Fédéral, la réforme constitutionnelle de 1972 définit le Cameroun comme état unitaire, privant la région anglophone de l'autonomie et de la reconnaissance qu'elle avait gagnées en 1954[9]. Le *Cameroons* devint alors une région de la République du Cameroun. C'est ensuite sous Paul Biya, en 1984, que la région anglophone fut séparée en deux provinces, processus qui améliore le maillage administratif de cet espace, mais qui permet aussi d'homogénéiser la zone par rapport au reste du territoire, de diviser les anglophones, et ainsi d'éviter de les reconnaître comme peuple, ou pire comme ethnie. Par cette réforme l'identité des *Southern Cameroonians* disparaît.

Il s'agit donc de souligner la transformation du problème anglophone, passant, en quelques décennies, d'un besoin de reconnaissance et d'autonomie en une grave crise identitaire d'une population se sentant marginalisée.

Il est certes difficile pour un gouvernement de discuter avec une mouvance mettant la stabilité et l'unité du pays en danger et le gouvernement camerounais montre bien sa volonté de rester intransigeant face à un mouvement de revendication culturelle devenu sécessionniste. Mais en réalité, la sévérité du gouvernement camerounais ne s'explique pas uniquement par le prisme de la sécurité nationale mais entre dans un cadre plus complexe.

## **Un contexte propice à l'escalade des tensions**

*La communauté internationale comme arbitre, Internet comme avocat*

Les leaders anglophones sont bien conscients de l'aide que leur apporte le droit international. Tout d'abord parce qu'ils disposent d'un premier droit reconnu : celui de l'auto-détermination, élément central de la Charte des Nations Unies[10]. Bien que ce droit soit affecté par une forte politisation, il ne peut être contesté sur le plan international, aussi certains leaders anglophones entendent le faire respecter, notamment en agissant auprès de l'ONU et en prenant conseil d'organismes occidentaux non gouvernementaux promoteurs des principes de la Charte dans le monde. Plus encore, la déclaration unilatérale d'indépendance de l'Ambazonie du 1<sup>er</sup> octobre 2017, même si elle menace l'unité camerounaise, n'enfreint pas le droit international[11]. Le seul obstacle à la reconnaissance de l'Ambazonie dépend de la volonté du Cameroun et des États tiers de reconnaître cet État comme étant souverain et indépendant, reconnaissance qui pourrait ouvrir une boîte de Pandore dans toute l'Afrique équatoriale. Pour faire valoir la légitimité de la déclaration, les leaders ambazoniens s'appuient sur leur diaspora et des lobbys internationaux puissants[12].

Le deuxième droit dont les sécessionnistes peuvent arguer est celui des droits humains. Le très grand nombre de témoignages et d'images sur les réseaux sociaux prouvant des assassinats politiques et des destructions illégitimes d'habitations fragilise le gouvernement, déjà dans le viseur des médias, des ONG et de certains États comme la Grande-Bretagne[13]. Internet est devenu l'adversaire de la politique de Paul Biya qui a privé les régions anglophones d'accès à l'internet à plusieurs reprises depuis deux ans. Montrer au monde les violations des droits humains commises par les gouvernements est devenu, notamment depuis la guerre en Syrie dès 2011, un acte de résistance efficace au profit des minorités dites opprimées, sécessionnistes ou non. Internet est donc l'outil phare de *namings and shaming*, aussi efficace en droit qu'en politique, capable de décrédibiliser un gouvernement et ses forces armées.

### **La guerre du Biafra**

La position géographique des provinces anglophones camerounaises joue un rôle capital dans l'évolution de la crise actuelle. À la frontière nigériane et comprenant la péninsule de Bakassi, les deux provinces anglophones sont en position de faire trembler non seulement le Cameroun mais aussi le Nigeria et de nombreux autres pays.

Alors que le ton des politiques devient dramatique[14], la chance d'une sortie de crise pacifique s'éloigne depuis l'été 2018, n'affectant pas que le Cameroun. Le Nigeria et le Cross-River[15] tout particulièrement sont touchés de plein fouet par la crise anglophone à deux niveaux. Tout d'abord, le Nigeria voit l'insécurité de ses territoires à l'est grandir : l'augmentation du trafic d'armes et de mercenaires ainsi que l'arrivée depuis 2016 de plus de 20.000 réfugiés camerounais sur son territoire en sont les causes principales[16]. Mais le Nigeria est aussi touché et observe la lutte anglophone sous le prisme de sa propre expérience. La protestation anglophone rappelle la guerre du Biafra, qui s'était déroulée dans des régions voisines de l'Ambazonie.

Les Camerounais anglophones ne sont pas les premiers de la région du golfe de Guinée à demander une plus grande reconnaissance de leur identité – qu'elle soit liée à leur langue ou à leur ethnie. Issue aussi d'un sentiment de marginalisation et d'isolement d'une minorité nigériane – les Igbos – la guerre du Biafra éclata à la fin des années 1960 et causa la mort de plus d'un million de personnes. Du fait de la forte présence des Igbos dans l'administration nigériane, de leur possession de nombreux commerces et de la richesse de leur région, cette population finit par être isolée des autres communautés ethniques du pays. Les tensions intercommunautaires éclatèrent à la suite de coups d'État successifs et de massacres perpétrés par divers groupes anti-Igbo entre 1965 et 1967. La communauté Igbo a finalement proclamé

son indépendance le 6 juillet 1967, menée par le Colonel Ojukwu. La sécession plongera le Biafra dans l'isolement dû au blocus exercé par le Nigeria, la guerre et la famine. C'est finalement en janvier 1970 que le Biafra tombe, face aux forces nigérianes soutenues par les Britanniques. Le 15 janvier, le Biafra reprend place dans les frontières du Nigeria.

Aujourd'hui, l'on peut constater bien des ressemblances entre les mouvements ambazonien et biafrais : d'abord dans leur demande de reconnaissance d'identité et d'autonomie, ensuite dans leur démographie. Alors que les Igbos représentaient 19 % de la population nigériane lors de leur révolte, les anglophones camerounais, eux, représentent 20 %. Bien que la république du Biafra n'ait duré que deux ans, cet événement marque toujours le Nigéria, incapable d'avoir su contenir la révolte d'une minorité dont les dégâts humains furent dramatiques.

### **La péninsule de Bakassi**

En plus de fragiliser une zone de tensions communautaires, la crise anglophone pourrait venir perturber les relations entre le Nigeria et le Cameroun. Bien que les deux pays semblent coopérer à plusieurs niveaux[17] et que leurs relations restent intactes malgré l'instabilité aux abords de leur frontière commune, il est probable que la crise anglophone réveille les vieux démons de la péninsule de Bakassi.

La péninsule de Bakassi a été le théâtre de grandes tensions entre le Cameroun et le Nigeria et faillit tomber dans un conflit frontalier dans les années 1990. Depuis la décolonisation, les deux pays se sont toujours disputé les richesses en ressources naturelles (pétrole et gaz) et l'accès stratégique au golfe de Guinée et à la rivière Cross qu'offre la péninsule. Pour la stabilité de la zone ainsi que pour ses habitants[18], une clarification du régime juridique s'imposait pour empêcher que certains groupes rebelles, nigériens ou camerounais, ne profitent de la situation pour poursuivre leur trafic de pétrole et d'armements. Ce conflit interétatique s'est soldé par une décision de la Cour Internationale de Justice qui a tranché en faveur du Cameroun[19]. En 2006, l'accord de *Green Tree* fut signé, rendant officielle la cession par le Nigeria de la partie jugée camerounaise par le tribunal international. Malgré la timide acceptation du jugement par le gouvernement nigérian, le transfert de territoire et la démobilisation des forces armées de la péninsule se sont passés de façon relativement pacifique en août 2008. Néanmoins, la richesse présumée du territoire a été et demeure être une source de grandes tensions, incluant quatre grands acteurs : le Nigeria et le Cameroun, ainsi que les régions du Cameroun anglophone et du Biafra nigérian.

Déjà dans les années 1990, le gouvernement camerounais savait qu'en ayant le contrôle de la péninsule de Bakassi, il aurait le contrôle sur les éventuelles alliances opportunistes entre les anglophones et des communautés nigérianes, notamment les Igbo du Biafra. Il est important de noter que la péninsule de Bakassi est depuis longtemps le berceau de mouvances sécessionnistes que ce soit du côté Nigérian (mouvement pan-Efik) ou camerounais (avec le *Cameroons*). Depuis la prise de possession du territoire par le Cameroun, des tensions grandissantes entre les anglophones camerounais et le gouvernement sont apparues, ces premiers accusant le pouvoir de les isoler et de ne pas redistribuer les fruits de l'exploitation des ressources naturelles de la zone (pétrole, agriculture, flux portuaires).

La situation de la péninsule de Bakassi est d'autant plus complexe que le Nigeria s'est mêlé des affaires internes du Cameroun avant que celui-ci ne prenne possession des territoires en 2006. En effet, en 2001, le Nigeria a *de facto* reconnu l'existence du Cameroun méridional autonome[20], négligeant par la même occasion la question du Biafra du côté nigérian de la frontière. Suite à cela, des leaders politiques anglophones ont fait la demande au secrétaire général des Nations-Unies d'assurer que le Nigeria soit présent sur la péninsule, le temps que

le Cameroun méridional devienne un État à part entière. Cet événement tend à réaffirmer le caractère opportuniste des leaders sécessionnistes anglophones, profitant de brèches économiques et politiques pour s'y faufiler et faire mûrir leur projet d'Ambazonie autonome. Plutôt que d'être un projet purement voué à défendre l'identité anglophone et les droits humains de sa population, il peut être perçu comme étant la concrétisation d'un « nationalisme économique-identitaire », entamé par des élites locales anglophones, frustrées par leur absence dans les affaires politiques et économiques de la région.

Le souvenir de la révolte des Bamileké, qui souleva l'ouest du nouveau Cameroun dans les années 1960, peut servir de source d'inspiration, puisque c'est contre ce terrorisme ethnique et nationaliste, anti-européen, rassemblant les Bamileké francophones et anglophones, que le jeune pays dut lutter pour assurer son unité, enfin assurée en 1972. La crise anglophone pourrait ainsi être le prélude à un soulèvement plus large, impliquant les Bamileké, particulièrement dans le contexte d'une transition politique difficile. L'on comprend alors que la crise anglophone a non seulement de quoi faire vaciller le Cameroun et le Nigéria, mais qu'elle concerne aussi de nombreux autres pays africains. Tout d'abord, parce qu'elle donne l'exemple d'une fragilité ethnique propre à de nombreux pays africains et parce qu'elle met en péril l'équilibre d'une zone riche, procurant de l'énergie à l'Afrique et relativement bien intégrée au système économique global.

### **La crise anglophone : changement du modèle sécuritaire dans le golfe de Guinée**

En 2016, la crise anglophone était une contestation pacifique menée par les avocats de la région du nord-ouest demandant la restauration du *Common Law* dans les régions anglophones et la traduction de tous les textes de lois en anglais (tel que le Code de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires). À cela s'est ajoutée la demande de fédéralisation du pays : la foule des suiveurs a grossi. Dès le 8 novembre 2016, bien que les manifestations fussent calmes, les forces de sécurité camerounaises ont violemment dispersé la foule, faisant plusieurs blessés[21]. Les professeurs ont rejoint la contestation plus tard le même mois, demandant un système éducatif à caractère « anglo-saxon » dans les zones anglophones.

La situation s'étant vite propagée et dégradée, le gouvernement a tenté de mener des négociations dès novembre 2016 avec le *Cameroon Anglophone Civil Society Consortium*, sans pour autant proposer de mesures concrètes et donc attisant un peu plus la colère de la population anglophone. En janvier 2017, la situation s'aggrave suite à l'interdiction d'exercer leurs activités, appliquée au *Consortium* et au *Southern Cameroons National Council* et à la première coupure Internet dans les deux régions concernées. La révolte a subi une grande évolution, avec entre-autre la déclaration d'indépendance de l'Ambazonie en octobre 2017. Mais elle a pris une toute autre ampleur en 2018... L'année qui vient de s'écouler a été d'une violence extrême au Cameroun. Selon *Amnesty International*, l'on recense « plus de 260 atteintes à la sécurité perpétrées par les séparatistes armés et les forces de sécurité ». Par exemple, une vidéo de la décapitation d'un gendarme a été diffusée, ainsi que des preuves de l'assassinat de 160 membres des forces de sécurité gouvernementales par les séparatistes armés[22].

Autre événement notoire : le 10 septembre 2018, des navires transportant du matériel militaire et de grosses sommes d'argent ont été arrêtés par les autorités camerounaises au large de la péninsule de Bakassi. Selon les premiers éléments de l'enquête, il s'agirait de mercenaires nigériens venus soutenir le mouvement ambazonien[23]. Les eaux au large du Cameroun et plus largement dans le golfe de Guinée, ont toujours été troublées par la piraterie et la criminalité en mer[24]. Néanmoins, si les Ambazoniens parviennent à mobiliser des navires

afin d'importer des fonds et des armes, alors cette criminalité maritime est vouée à s'amplifier, engageant de nouveaux acteurs. Le gouvernement camerounais doit désormais lutter sur terre et en mer, et les États présents sont concernés eux aussi par la crise anglophone en raison de leurs questions de sécurité : la Marine française fait partie de ces acteurs présents dans le Golfe dans le but de protéger les échanges commerciaux, les plateformes pétrolières et les ressortissants français opérant sur place.

Déjà en 2008, les *Bakassi Freedom Fighters*, groupuscule indépendantiste de la péninsule, avaient pris en otage dix hommes, dont six français. Le risque de pertes humaines est donc bien réel ainsi que les pertes matérielles et économiques. Cette situation en mer vient mettre une pression supplémentaire sur le gouvernement camerounais, dont beaucoup espèrent une meilleure gestion de la sécurité maritime, dans une zone produisant 5 millions de barils par jours sur les 9 millions produits dans toute l'Afrique[25], soit 10 % de la production mondiale[26], il est urgent aux États concernés de veiller à sécuriser de manière rigoureuse une zone aux enjeux internationaux majeurs.

### **Quelles solutions pour quels problèmes ?**

Pour sortir de la crise anglophone, le Cameroun doit travailler à la fois sur des mesures à court terme (sécurité) et à long terme (réformes) pour aller vers une certaine démocratisation, vers une intégration réelle des élites locales dans le système politique national, afin de limiter les dégâts humains et économiques, voire éviter une partition. Travailler sur ces deux plans permettra de rapatrier les centaines de réfugiés dans les régions anglophones pour redonner vie à l'une des régions les plus dynamiques du pays et pour sortir d'une crise sociale, sécuritaire et économique de grande ampleur.

Concernant la situation dans les régions anglophones, le gouvernement camerounais doit avoir comme priorité de garder sa légitimité et sa crédibilité intactes afin d'avoir une chance de sortir vainqueur de cette épreuve et de rester soutenu par sa population. Le respect des droits humains par les forces de l'ordre est donc primordial.

L'objectif est ensuite d'entrer dans un processus de négociation. Il est ardu pour un État de négocier avec des individus qu'il considère comme « terroristes ». Mais le gouvernement camerounais est conscient sa fragilité face aux anglophones : le gouvernement a déjà été condamné par l'Union Africaine en 2009 pour son comportement envers cette minorité et son incapacité à négocier avec elle[27]. Paul Biya, déjà contesté en Europe et sur les réseaux sociaux camerounais pour sa récente réélection, a donc tout à perdre en refusant de discuter : le soutien de l'Union Africaine, celui des Nations Unies et potentiellement de celui d'autres États.

De plus, ces négociations sont essentielles pour éviter un clivage social dangereux. Avant 2016, les tensions entre les francophones et les anglophones du Cameroun étaient rares, signe que la crise est récente et donc résoluble. Les leaders de la révolte anglophone ont toujours dénoncé leur marginalisation par les gouvernements successifs et non par la population francophone. Malheureusement, les positions se sont gravement radicalisées en 2018 et les populations se divisent.

Lorsque le processus de négociation sera engagé, les parties devront aborder quatre thèmes : la représentation démocratique, la gouvernance, la corruption et les droits humains.

1- La représentation démocratique : le gouvernement doit assurer que les 20 % de la population que représentent les anglophones seront présents dans les instances (réformées) du pays pour participer à la prise de décisions tant dans le domaine éducatif, judiciaire, qu'économique.

2- La gouvernance : les autorités camerounaises doivent lutter pour une meilleure répartition des richesses issues de l'exploitation des ressources naturelles dans le sud-ouest du pays. Cela comprend aussi bien les bénéfices de ces ressources que les postes à responsabilité qui seront accordés à la population locale.

3- La corruption : la corruption affecte la vie du pays et exacerbe les tensions. Elle affecte le Cameroun chaque jour en ne répartissant pas les richesses équitablement d'une part, et en permettant à des agents du gouvernement en charge de la sécurité en mer ou aux frontières d'autoriser des trafics d'armement, de mercenaires, de réfugiés. Le gouvernement doit investir dans la loyauté de ses agents afin que ces derniers ne s'engagent pas dans des activités illicites. Cela vaut tout particulièrement pour la sécurité maritime au large des côtes camerounaises. Le conflit anglophone, nouvel élément perturbateur dans le golfe de Guinée va nécessiter qu'une nouvelle organisation sécuritaire s'articule. En effet, assurer la sécurité de la région se complique avec la diversification des acteurs. Le Cameroun doit se présenter comme un partenaire solide capable de réformer sa sécurité côtière et de coopérer en hautes mers.

4- Les droits humains : il est primordial pour le gouvernement et les responsables anglophones de condamner les violations des droits humains commises par les forces de sécurité camerounaises et par les acteurs armés soutenant le mouvement anglophone : camerounais et mercenaires nigériens compris.

## **Conclusion**

Nous avons donc, à presque 1000 km d'écart, deux menaces sécuritaires imposant au gouvernement camerounais de revoir ses politiques locales et d'apporter une réponse à long terme. Après une décrue de la nuisance de Boko Haram entre 2014 et 2017, le groupe a retrouvé une dynamique dans le nord du pays, car le terreau local reste propice aux recrutements en faveur du groupe djihadiste, tout comme la détresse d'une population traumatisée se sentant abandonnée par l'État.

D'autre part, au sud, Paul Biya va devoir apporter une réponse à un problème qu'il a voulu éviter durant de nombreuses années. Aujourd'hui, les violences font rage dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest affaiblissant grandement l'un des poumons économiques du pays. Il n'y a donc plus d'autre choix que de traiter le problème à sa racine : gouvernance, droits humains et processus démocratique, le pouvoir en place se doit de refermer les failles profondes de son système en allant bien au-delà du paradigme sécuritaire – qu'il soit national ou international. Bien qu'il soit difficile de savoir si la volonté des peuples à s'autodéterminer est liée à un opportunisme économique, à l'efficacité des réseaux des ONG humanitaires internationales qui les soutiennent ou à un réel besoin de reconnaissance et de liberté, l'Ambazonie du Cameroun ne doit pas tomber dans un « nouveau Biafra ».

Marie Pelatan

[1] Nous utilisons l'expression Ambazonie pour désigner la zone anglophone du Cameroun, c'est-à-dire les régions nord-ouest et sud-ouest ; cette appellation n'est toutefois pas reconnue par les autorités camerounaises et sert de terme de ralliement à la rébellion.

[2] Ex-salarié de la compagnie d'électricité Eneo Cameroun, il est l'un des leaders du mouvement sécessionniste anglophone ayant soutenu des Etats-Unis et du Nigéria. Le 1er octobre 2017, il s'est auto-proclamé président de la République d'Ambazonie. Il a été arrêté au Nigeria le 5 janvier 2018 et est aujourd'hui en détention au Cameroun.

[3] David Forniès, *Southern Cameroons crisis has marginalized Anglophones seeking independent republic*, *Nationalia*, 4/02/2018, via [www.nationalia.info/new/11051/southern-cameroons-crisis-has-marginalized-anglophones-seeking-independent-republic](http://www.nationalia.info/new/11051/southern-cameroons-crisis-has-marginalized-anglophones-seeking-independent-republic).

[4] En début d'année, Paul Biya a formé un nouveau gouvernement en donnant deux ministères (de l'Administration territoriale et de l'Enseignement secondaire) à des ressortissants anglophones. Voir *La liste du Nouveau Gouvernement Camerounais*, *Journal du Cameroun* (3/03/2018), via [www.journalducameroun.com/la-liste-du-nouveau-gouvernement-camerounais](http://www.journalducameroun.com/la-liste-du-nouveau-gouvernement-camerounais).

[5] Alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> du Titre Premier de l'Etat et de la Souveraineté, Constitution de la République Unie du Cameroun née par la réforme constitutionnelle de 1972.

[6] Résolution A/RES/63 (I), du 13 décembre 1946, alinéa 7.

[7] Voir la Résolution A/RES/1352 (XIV), du 16 octobre 1959, sur l'Avenir du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration du Royaume-Uni : organisation du plébiscite dans la partie méridionale du Territoire.

[8] En effet, les *Southern Cameroons* avaient gagné une grande indépendance, avec Buea comme capitale. Les anglophones contrôlaient de nombreuses affaires en autonomie telles que le commerce, l'exploitations des ressources minières etc.

[9] Suite à la Conférence de Lagos en Janvier et Février 1964, le Southern Cameroons obtint un statut quasi-fédéral au sein de la fédération du Nigéria. Les territoires gagnèrent une législature et un exécutif propre. Se référer à *The Question of British Souterhn Cameroons' Autonomy in the Evolution of Nigeria Federation, 1954-1961*, par Mathis Azang Adig, Institute of Research Advances (May 2017), p. 220.

[10] Comme le dispose l'article 1<sup>er</sup> du Chapitre 1 de la Charte des Nations Unies, l'un des buts de l'organisation est de « Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes les autres mesures propres à consolider la paix du monde. »

[11] Avis consultatif du 22 juillet 2010 de la Cour Internationale de Justice au sujet du Kosovo, <https://www.icj-cij.org/files/case-related/141/141-20100722-ADV-01-00-FR.pdf>.

[12] Voir par exemple les actions de l'UNPO, *UNPO urges UN for action in Southern Cameroons*(5/10/2007), <http://unpo.org/article/7222> ou encore, *Update: UNPO Deeply Condemns the Violence in the Anglophone Region of Southern Cameroons*, UNPO (11/01/2018), <http://unpo.org/article/20378>.

[13] Le Parlement Britannique a publié un rapport sur la situation dans les régions anglophones du Cameroun. Dans ce rapport, il est mentionné que la communauté internationale (avec entre-autre l'Union Européenne, les Etats-Unis, la France ou encore la Guinée Equatoriale) avait appelé au dialogue. Aussi, la Ministre pour l'Afrique, Harriett Baldwin, a discuté des questions de démocratie, de sécurité et des droits humains, auprès de ministres camerounais et de responsables d'entreprises et d'associations. Voir, *The Anglophone Cameroon crisis : June 2018 update*, par John Lunn and Lousia Brooke-Holland, House of Commons Library (06/06/2018).

[14] Après deux ans de tensions et de violences, Christian Ita, officiel de l'état Nigérian du Cross-River, a défini la crise anglophone de « guerre », écouter *La Crise Anglophone du Cameroun s'exporte au Nigéria*, RFI (25/10/2018).

[15] Le Cross-River est un état du sud-est du Nigeria. Il est traversé par le fleuve Cross, coulant entre le Cameroun et le Nigéria vers le Golfe de Guinée.

[16] Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés comptabilise 300 000 déplacés internes au Cameroun et plusieurs centaines de morts depuis le début de la crise.

[17] Malgré les tensions entre les deux états entre dû à l'intervention Camerounaise au Nigeria pour capturer les leaders anglophones, le Nigeria a tout de même détenu Ayuk Tabe jusqu'à ce que le Cameroun puisse le rapatrier. Voir, *Cameroon Separatists Leader Detained in Nigeria as Unrest Grows*, (07/01/2018), The Guardian, <https://www.theguardian.com/world/2018/jan/07/cameroon-separatist-leader-julius-ayuk-tabe-detained-in-nigeria>.

[18] Alors que la péninsule était administrée par le Nigeria, les habitant Nigériens de la péninsule de Bakassi étaient aussi soumis au droit Camerounais.

[19] Voir la décision de la Cour de Justice Internationale, Affaire de la Frontière Terrestre et Maritime entre le Cameroun et le Nigéria, 10/10/2002.

[20] Voir *Conflits pour les Ressources Naturelles de la péninsule de Bakassi : du Global au Local*, par Ruben de Koning et Jean Mbagu (2007), p. 100.

[21] Se référer au rapport *Cameroon's Anglophone Crisis at the Crossroads*, Crisis Group Africa (2/08/2017), p.9.

[22] Voir, *Cameroun. Les violences ne cessent de s'aggraver dans les régions anglophones*, Amnesty Internationale (18/09/2018), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/09/cameroon-horrific-violence-escalates-further-in-anglophone-regions/>.

[23] Voir « *Des Cargaisons Saisies au Large de Bakassi* », Afric Telegraph (10/09/2018), <https://africtelegraph.com/saisies-darmes/>

[24] Le Bureau Maritime International a constaté que la piraterie dans le Golfe de Guinée dans la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2018 représentait 40% des incidents recensés dans le monde. Voir *La Piraterie Poursuit sa Progression dans le Golfe de Guinée*, L'Antenne (26 avril 2018), [https://www.lantenne.com/La-piraterie-poursuit-sa-progression-dans-le-golfe-de-Guinee\\_a42332.html](https://www.lantenne.com/La-piraterie-poursuit-sa-progression-dans-le-golfe-de-Guinee_a42332.html).

[25] Le Nigeria seul a produit 1903 barils sur un total de 8072 barils sur l'ensemble de l'Afrique en 2017, représentant près d'un quart de la production Africaine. Voir, <https://www.bp.com/content/dam/bp/en/corporate/pdf/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2018-oil.pdf>.

[26] Voir, *Piraterie Maritime Moderne : Lutte, Conséquences et Enjeux*, Cell'ie (17/01/2018), <https://www.cellie.fr/2018/01/17/piraterie-maritime-moderne-lutte-consequences-et-enjeux/>.

[27] Voir *Communication* 266/03 Kevin Mgwanga Gumne et al/Cameroon de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (mai 2009), [http://old.achpr.org/francais/Communication\\_Countries/Cameroon/Comm.266-03.pdf](http://old.achpr.org/francais/Communication_Countries/Cameroon/Comm.266-03.pdf).